

Refusez l'invitation à la table ronde par PMO

Bonjour amis anti-Linky,

Merci de nous avoir transmis ces informations. Celles-ci nous inspirent quelques réflexions :

1) Vous le savez peut-être, nous avons l'habitude des procédures d'acceptabilité sociale des nouvelles technologies. Nous les avons analysées et critiquées depuis 15 ans – pour les avoir d'abord vues à Grenoble sur les nanotechnologies – et nous avons participé au sabotage de la campagne de la Commission nationale du débat public de 2009-10 sur les nanos. Stéphane Lhomme avait de son côté dénoncé cette même CNDP sur le nucléaire, et les gens de Bure (contre l'enfouissement des déchets nucléaires) ont également mis ses émissaires à la porte. Les méthodes d'acceptabilité ont été développées en raison de l'opposition aux OGM, pour tenter d'éviter que celle-ci ne se reproduise à propos d'autres développements technologiques. Le sabotage de la campagne de 2009-10 avait permis de faire émerger dans la presse et l'opinion l'idée qu'il y a "un problème avec les nanotechnologies".

Manifestement, une telle procédure a été enclenchée par des élus, de façon moins formelle, au sujet de Linky.

La méthode des décideurs est toujours la même, et repose sur un principe énoncé par des sociologues d'Orange Lab : "Faire participer pour faire accepter". Si vous voulez faire passer un projet qui subit une opposition, vous devez intégrer les opposants au processus de discussion, de concertation, d'élaboration, de "co-construction" selon le jargon mielleux des communicants. Cela vous permet ensuite de dire que tout le monde a été consulté, donc que votre projet est démocratique, et de clore le sujet. De plus, les opposants qui se sont assis à la "table ronde" se trouvent ensuite empêtrés entre deux chaises ou, de toute façon, déçus du résultat (c'est ainsi que les Amis de la Terre, après avoir accepté de participer aux débats de la CNDP Nanos en 2009, finirent par s'en retirer en expliquant avoir été manipulés).

Car l'objectif est toujours le même : faire ce qui avait été prévu, moyennant quelques effets de dialogue, récupérés ensuite à grand renfort de publicité – et peut-être quelques ajustements à la marge, qui ne changent rien au fond du problème.

Nous attirons votre attention sur la présence annoncée d'un sociologue. Nous les connaissons trop pour ignorer leur rôle : écouter les arguments des opposants, les faire parler, pour élaborer *en connaissance de cause* les éléments de langage destinés à les neutraliser. Notez la phrase dans le mail de l'Assemblée nationale : il s'agit de "comprendre la persistance d'un fort mouvement d'opposition à Linky au nom de la santé du citoyen". Pour comprendre les *raisons* de l'opposition, il suffit de lire les dizaines de pages que nous avons tous écrites sur le sujet. Nos arguments sont clairs et compréhensibles même par un député. Ce n'est pas cela qu'ils veulent comprendre, mais bien les ressorts de cette opposition, son ampleur, les liens entre nous, les actions menées : ils veulent prendre la température du mouvement pour mieux l'étouffer.

2) L'Office parlementaire d'évaluations des choix scientifiques et techniques (OPECST), l'un des hôtes de ces réunions, est également dans notre collimateur depuis longtemps. Il s'est toujours distingué par son scientisme forcené, dont ses rapports en faveur des nanotechnologies, des biotechnologies, de la biologie de synthèse, du nucléaire, de la biométrie, des puces RFID – on en passe – témoignent. N'espérez pas convaincre l'OPECST de renoncer à la moindre avancée technologique.

3) Le fait que 4 collectifs soient invités n'est pas anodin. Pourquoi 4, pourquoi ceux-là ? Y-a-t-il un lien géographique avec les députés participant à ces tables rondes ? Il faudrait au moins poser la question. Il s'agit plus sûrement d'introduire une distinction au sein des collectifs, avec peut-être l'idée de diviser l'opposition. La force de ce mouvement, pour l'instant, reste son ancrage local, son absence de "direction centrale" et de hiérarchie, et

son indépendance à l'égard de tous pouvoirs. L'Assemblée nationale, en n'invitant que ces quatre-là, crée un précédent, voire une brèche.

4) L'invitation à la seule table ronde sur la santé ne nous surprend guère : c'est le sujet sur lequel les décideurs peuvent le plus aisément du monde répondre aux objections – d'autant qu'une personne de l'Anses est annoncée. Il est évident que cette réunion tournera à l'échange de données techniques, rapport contre rapport, experts contre experts, et qu'en matière d'expertise, c'est toujours l'Etat qui l'emporte.

C'est pourquoi, depuis le début de cette lutte, nous n'avons cessé de répéter qu'il ne s'agissait pas d'une question technique mais politique. Le problème de Linky, c'est le monde dans lequel il nous bascule (tout connecté, big data + smart city). A ce titre, nous n'avons besoin d'aucune expertise technique, mais de notre compétence universelle de citoyens. Nous contestons à l'Etat le droit de nous imposer un objet connecté chez nous, de nous forcer à vivre dans des "smart cities" déshumanisées et automatisées, de faire de nos données une marchandise, bref, de rendre impossible notre vie humaine.

Si nous avançons ces arguments, les politiques ne peuvent rien nous opposer, hormis le fait qu'eux-mêmes, nos représentants élus, veulent l'inverse de nous. Là, nous sommes à égalité d'échange entre citoyens, et nous pouvons faire valoir la persistance d'une opposition dans un rapport de forces que les élus comprennent (surtout quand les élections approchent, certes).

Pour toutes ces raisons, nous pensons quant à nous qu'il faut :

- 1) refuser l'invitation de l'Assemblée nationale (en outre, 4 collectifs au hasard ne sauraient représenter l'opposition à Linky) ;
- 2) au contraire, échanger avec les habitants, nos concitoyens, et communiquer sur les raisons de ce refus ;
- 3) prendre bonne note de l'inquiétude des élus, signe que l'opposition ne faiblit pas et ennuie certains ;
- 4) s'employer à renforcer et à élargir cette opposition afin de renforcer le rapport de forces qui semble s'installer, sur la base d'un refus politique et social. Nous voulons rester libres et humains. Nous refusons tout compteur communicant, serait-il "propre" et sans nuisances sanitaires.

Les collectifs concernés feront ce qu'ils voudront de nos remarques, mais nous tenions à les partager avant peut-être que vous ne preniez vos décisions. Et, si certains se rendent à cette invitation, au moins auront-ils été prévenus.

Pardon d'avoir été si longs, et au plaisir de vous lire,

Salutations libres et humaines,
Pièces et main d'oeuvre

PS : en pièce jointe, une publication datant de la CNDP Nanos, pour ceux que cela intéresse.